l'Opinion

N° 2821 DATÉ DU 5 AOÛT 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Paul Whelan, le plus malchanceux des prisonniers américains libérés par la Russie

Page 6

THE WALL STREET JOURNAL.

La vraie-fausse parenthèse enchantée d'Emmanuel Macron

Emmanuel Macron en a-t-il trop fait, vendredi, en s'affichant aux côtés des Teddy Riner et autres Léon Marchand ? Des personnalités de gauche ont eu tôt fait de railler une omniprésence gênante en mondovision. Mais ne l'auraient-ils pas aussi éreinté s'il était resté dans sa villégiature de Brégançon ? Le chef de l'Etat s'est toujours enflammé pour les exploits sportifs, individuels ou collectifs, d'athlètes tricolores. Avec ces JO à domicile, pourquoi en serait-il autrement ?

Et il est dans son rôle lorsqu'il rend hommage à une jeunesse française, diverse et triomphante. Tout juste peut-on lui reprocher d'être beaucoup dans la lumière des médaillés et trop peu dans l'ombre du reste de la délégation, celle loin des podiums et du strass.

Sa cote de sympathie reprenant un peu des couleurs, sans pour autant retrouver son niveau d'avant la dissolution, sans doute Emmanuel Macron pense-t-il tirer un capital politique de cette parenthèse enchantée, quoique ce type de bouffée d'oxygène puisse être très éphémère. En 2018, il n'y eut pas d'effet coupe du monde de foot en raison de l'affaire Benalla.

« Avec les Jeux olympiques, on redécouvre que nous avons plein de raisons d'être ensemble », croit le président-supporter, assurant que « cette part d'unité fera partie de l'héritage des JO ». Difficile de ne pas y voir quelque arrière-pensée sur son propre legs. Sauf qu'à elle seule, la féerie olympique ne soignera pas les plaies d'une société fracturée au possible - situation à laquelle il n'est pas étranger.

Si ces Jeux sont une indéniable réussite, c'est aussi parce que le politique ne s'en mêle plus, conformément à la trêve qu'Emmanuel Macron lui-même avait appelé de ses vœux. La fête est belle, la France en profite. Après le sublime, elle aura tout le loisir de revenir à l'ordinaire. Et de se souvenir qui est à l'origine de la chienlit politique ambiante.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

La maire de Paris espère que la réussite de « ses » Jeux olympiques lui offrira un nouvel élan dans la perspective des élections municipales de 2026. Mais cela pourrait ne pas suffire...

Les JO très politiques d'Anne Hidalgo



SIPA PRESS

Anne Hidalgo et le président du Comité international olympique, **Thomas Bach**, le 31 juillet à Paris.

Messages

Anne Hidalgo a écrit à Emmanuel Macron pour lui dire **son souhait de pérenniser au-delà de la période des Jeux la vasque olympique**, installée dans le Jardin des Tuileries, propriété de l'Etat.

Jon Elizalde et Antoine Oberdorff

PENDANT LA CÉRÉMONIE d'ouverture du 26 juillet, la question s'est propagée sur les réseaux sociaux. « Mais où est passée Anne Hidalgo ? » Une absence remarquée mais qui n'en était pas une - juste un choix de cadrage et de réalisation télévisuelle. « Emmanuel Macron a tout fait pour qu'on invisibilise tout le monde à part lui », croit savoir un proche de l'organisation. La maire de Paris était bien là, évidemment. Comment aurait-il pu en être autrement, après avoir passé sept ans à défendre « ses » Jeux depuis l'obtention de leur organisation, en septembre 2017 ?

Les JO de Paris, c'est son moment. Une tribune internationale inégalable - d'autant plus qu'elle a disparu du réseau X, ex-Twitter -, dont elle compte bien profiter, d'abord pour faire passer un certain nombre de messages politiques. Preuve en est cette conférence de presse organisée le 19 juin, en théorie pour faire un point d'étape sur les préparatifs des JO, mais dont le contenu s'est révélé bien éloigné des olympiades. Anne Hidalgo s'y est montrée particulièrement offensive pour défendre « son » Paris comme phare de la démocratie en France, et au-delà.

« Transformation ». « C'est une ville refuge pour les plus vulnérables, une ville qui n'a jamais peur. C'est un endroit où l'on va pouvoir continuer à respirer pendant les JO. Ce sera bien plus enthousiasmant que la guerre et le chaos. Les Jeux de Paris seront joyeux, populaires, ouverts au monde. » Autre initiative, la création du Paris Media Centre. A la fois plateforme digitale et centre physique (au Carreau du Temple), le « PMC » est « un lieu de travail destiné aux journalistes nationaux et internationaux qui n'ont pas accès aux sites de compétition », explique la mairie. Rien d'exceptionnel a priori puisque, depuis 1992, chaque ville hôte a mis en place un outil de ce type. Mais sur le site comme dans les newsletters quotidiennes rédigées en écriture inclusive, la mairie met aussi en avant un certain nombre d'initiatives, elles aussi bien éloignées des JO, comme jeudi où se tenait une conférence de presse intitulée « Le drag de l'ombre à la lumière ». Et vante la « transformation » de Paris, que chaque habitant peut constater - en bien ou en mal - au quotidien.

●●● *Page 2*

Avant de quitter sa Région, Wauquiez épinglé pour ses dîners parisiens

Frais de bouche

ELU DÉPUTÉ LE 7 JUILLET, Laurent Wauquiez a jusqu'à mardi pour quitter la présidence de la région Auvergne-Rhône-Alpes qu'il occupe depuis 2015, la loi sur le non-cumul des mandats lui laissant 30 jours pour choisir entre ses deux mandats. L'élection de son successeur au sein de l'assemblée régionale devra ensuite intervenir dans un délai d'un mois, sans doute début septembre. La première vice-présidente de la Région, Stéphanie Pernod, assurera l'intérim d'ici là. Elle figure parmi les proches de Laurent Wauquiez qui pourraient lui succéder, avec le maire de Valence, Nicolas Daragon, celui de Vichy, Frédéric Aguilera, et l'ancien député européen Brice Hortefeux.

Si l'élu de Haute-Loire quitte la tête de la Région avec la satisfaction d'avoir décroché l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 2030 pour les Alpes françaises, il amène aussi quelques casseroles avec lui. Un rapport de la Cour régionale des comptes dévoilé vendredi par *Le Dauphiné libéré* s'étonne ainsi du montant de ses frais de restauration, et notamment du coût de ses nombreux déjeuners et dîners parisiens avec des parlementaires ou des journalistes, pour la plupart dans les locaux de la Région à Paris. Des rencontres dont la facture a explosé en 2022, avec un coût total de 77 180 euros, et de 45 988 euros en 2023. Un dîner avec l'écrivain Michel Houellebecq en mars 2022 a ainsi coûté la bagatelle de 1 248 euros.

Laurent Wauquiez a affirmé dans un communiqué ne pas avoir été « informé du coût de ces repas » et s'est engagé à « assurer à titre personnel le remboursement des sommes excessives ». Le nouveau président des députés de la Droite républicaine est aussi visé par une enquête du parquet national financier pour l'affaire du « dîner des sommets », un événement organisé en juin 2022 aux frais de la Région avec 97 personnalités, pour un coût d'un peu plus de 1 200 euros par convive selon les calculs de la Cour régionale des comptes.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier

Nos séries d'été 2024



L'OPINION / ADOBE FIREFLY

La révolution démographique qui vient. Vieillissement : la croissance est-elle agnostique ?
Résonances. Matignon : 1953, année symbolique
Histoire des punchlines libérales. Lionel Robbins et la propriété
Mots de France. « Mâchonner »

Pages 7 et 8

« Il y a beaucoup d'opportunités dans le marché »

Gilles Guibout, responsable des actions européennes chez AXA IM, commente la saison des résultats semestriels qui s'achève *Page 3*

L'Ukraine est-elle en train de perdre la guerre ?

Sur le front, l'armée russe exerce une très forte pression, contraignant Kiev à céder un peu de terrain *Page 4*

Allemagne : le feuilleton du budget 2025 reprend

Les mesures prévues semblant anticonstitutionnelles, les discussions doivent reprendre entre partis de la coalition *Page 4*

M 00118 - 805 - F: 3,00 €

Les JO très politiques d'Anne Hidalgo

| | | Suite de la page 1

Mais Anne Hidalgo a aussi parfois donné l'impression de jouer contre son camp. En novembre dernier, coup de tonnerre quand elle affirme que les transports ne seront pas prêts pour les JO. La manœuvre est évidente : allumer un contre-feu après la polémique sur ses voyages dans le Pacifique en tapant sur sa rivale LR Valérie Pécresse, à la tête de la région Ile-de-France et chargée des transports. Mais risquée. « Elle s'est tiré une balle dans le pied, affirme un cadre de droite. Car avec ces déclarations, c'est elle qui a démarré le JO bashing. » Résultat, l'exécutif menace même de l'écarter, par la voix de la ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra : « S'il faut livrer des Jeux sans elle, on les livrera sans elle. »

Mais la maire de Paris, qui aime à citer la devise de la ville (« Fluctuat nec mergitur », « Il est battu par les flots, mais ne sombre pas »), ne rend pas les armes aussi facilement. Et, fâchée d'avoir été devancée par « AOC » pour la baignade de la Seine, elle a fait trempette à son tour, sous le soleil et en compagnie de Marc Guillaume, Tony Estanguet et de dizaines d'autres nageurs. Un joli coup de com'.

Suffisant pour donner à la maire socialiste une nouvelle impulsion, un second souffle ? Ses alliés veulent y croire, à commencer par Eric Lejoindre. « Il y a eu beaucoup de mousse, beaucoup de polémiques et de bashing, mais le capital politique d'Anne Hidalgo n'a en réalité jamais été aussi érodé qu'on a pu le dire. Ces JO

« Il faut mesurer à quel point les JO ont été l'alpha et l'oméga de la mairie ces derniers mois. Il y aura un blues très fort de fin de mandat »

sont un pied de nez formidable à tous les pisse-froid, les peine-à-jouir », affirme le maire PS du XVIIIe arrondissement, qui reprend là l'expression employée par la maire elle-même pour décrire les contempteurs des Jeux.

« Avec ces JO, j'imagine qu'elle fait une bonne opération contre tous les grincheux, abonde une responsable écologiste. Après les Jeux, elle pourra surfer sur cette vague, en communiquant par exemple sur l'augmentation des inscriptions dans les clubs de sport. Mais il va falloir qu'elle annonce rapidement sa candidature pour 2026. »

Fin connaisseur des coulisses de l'Hôtel de Ville pour avoir été l'un des conseillers de Bertrand Delanoë, Gaspard Gantzer l'assure : « Ces JO sont pour l'instant une grande réussite. Pour Anne Hidalgo, on n'est pas loin du sans-faute. Cela pourrait lui donner un élan qui va se poursuivre et la conforter dans l'idée de partir vers un nouveau mandat. Après une présidentielle épouvantable, elle est remontée sur le cheval mécanique de la Seine », sourit celui qui fut aussi l'ex-conseiller en communication de l'Elysée sous François Hollande. « Le plus probable, poursuit-il, c'est qu'elle se représente. Je ne la vois pas tirer sa révérence à l'issue de ce succès olympique. »

« Voie olympique ». Anne Hidalgo ne s'y trompe pas. Si elle refuse encore de dévoiler ses intentions pour 2026, elle cherche à faire perdurer au maximum l'euphorie olympique. La maire a ainsi d'ores et déjà annoncé son intention de pérenniser dans la ville trois éléments marquants des Jeux de Paris : la vasque, les statues des dix femmes françaises dans la Seine et les anneaux olympiques sur la Tour Eiffel. Et mercredi dernier sur LCI, elle a réitéré sa volonté de transformer la « voie olympique » du périphérique en une voie dédiée aux « mobilités collectives » – ce à quoi l'Etat s'est pour l'instant opposé.

Mais gare… « Bien sûr, il y a une forme d'émulation, on va retenir de beaux Jeux olympiques. Mais, ensuite, ce sera l'amnésie, il n'y aura pas de bénéfice politique, ni pour Emmanuel Macron, ni pour Anne Hidalgo », prévient ce cadre socialiste, soutien d'Emmanuel Grégoire, ex-premier adjoint d'Anne Hidalgo, élu député le 30 juin… mais qui n'a pas renoncé à l'ambition de s'asseoir dans deux ans sur le trône de l'Hôtel de Ville. « Il faut mesurer à quel point les JO ont été l'alpha et l'oméga de la mairie ces derniers mois, ajoute-t-il. Je crois qu'il y aura un blues très fort de fin de mandat, car Anne Hidalgo n'aura plus de perspective, seulement la gestion des affaires courantes. »

Et puis les JO pourraient aussi agir en miroir inversé pour les Parisiens, qui pourraient estimer que leur maire ne s'est préoccupé que de ces Jeux et pas du reste. « Anne Hidalgo est ambivalente, observe un ténor de l'opposition parisienne. C'est à la fois une femme de pouvoir, assez résiliente, combattante. Mais, comme maire de Paris, cela ne fonctionne pas, elle n'a pas d'appétence pour le terrain. D'un côté, elle se passionne pour l'attractivité et le rayonnement de Paris. Mais elle se désintéresse de tout ce qui relève de la compétence de la ville, comme la propreté des rues. Les travaux, le bruit, la pollution, la saturation de l'espace publique… Elle a donné le sentiment de passer tout cela par-dessus la jambe. » Et l'élu de droite de prévenir : « Les JO, comme la Coupe du monde de 1998, créent de l'enthousiasme dans la société. Mais attention, cela retombe très vite avec le retour à la vie quotidienne, la rentrée scolaire, les impôts à payer… »

@Jon_Elizalde
@A_Oberdorff



SIPA PRESS

La maire de Paris souhaite conserver les anneaux olympiques sur **la Tour Eiffel**.

L'hypothèse d'une candidature en 2026 plus que jamais sur la table

NUL NE PEUT ÉTERNELLEMENT se camper en « maître des horloges », pas même Anne Hidalgo. Jusqu'aux JO, la maire de Paris a entretenu le mystère sur sa candidature à un troisième mandat en 2026. Mais une fois cette parenthèse refermée, dès septembre, la course à l'Hôtel de Ville va s'accélérer et l'obliger à se positionner.

Au jeu des pronostics, aucun de ses adjoints n'ose préempter son choix. « Je change d'avis tous les quarts d'heure, confie l'un d'eux. D'un côté, elle envoie des signaux pour faire comprendre qu'elle y retourne. De l'autre, elle se dit soucieuse de transmettre. » Les JO lui auront servi de vitrine pour « son héritage » : une capitale verte, entièrement piétonisée et cycliste. Avec, en prime, une Seine baignable.

« La transformation de Paris saute aux yeux de ceux qui suivent les Jeux. Anne Hidalgo a fait la démonstration qu'elle a une équipe solide. Tout cela vient conforter son bilan », se félicite son adjointe et patronne de la fédération PS de Paris, Lamia El Aaraje. Et sa candidature pour 2026 ? « C'est à elle seule que revient la décision. » « Dans les moments préélectoraux, le dispositif politique précède le casting. Ce qui a fait notre solidité en 2020, c'est d'avoir su proposer aux Parisiens l'étape d'après. Certainement pas une "stabilité conservatrice" », complète le maire PS du XVIIIe arrondissement, Eric Lejoindre.

« Paris 2030 ». Au sein de l'exécutif parisien, un comité de pilotage a été créé pour réfléchir à la feuille de route pour « Paris 2030 ». Ou comment donner une impulsion nouvelle au récit d'Anne Hidalgo après une décennie à l'Hôtel de Ville. En cas de non-candidature, elle avait suggéré que se tienne une primaire. Une manière de faire comprendre à son ex-premier adjoint, Emmanuel Grégoire, qu'il n'y a pas de candidat naturel à gauche. Si ce n'est une maire sortante.

Selon nos informations, Anne Hidalgo aurait l'intention de rejoindre le micro-parti Place publique à l'automne. La rumeur circulait au Conseil de Paris, Raphaël Glucksmann en a été informé par la maire en personne. « Elle devait l'annoncer sur France Inter le 10 juillet. Elle a changé d'avis et repoussé sa décision après les JO », rapporte un socialiste francilien. Plusieurs de ses proches ont déjà payé leur cotisation, dont le sénateur Bernard Jomier, ainsi que ses adjoints Christophe Najdovski et Arnaud Ngatcha. « Ce qui est certain, c'est qu'Anne Hidalgo se reconnaît dans les idées social-démocrates portées par Raphaël Glucksmann pendant les européennes et donc, de fait, dans la ligne de Place publique », confirme une source interne au mouvement. Problème : son adhésion serait incompatible avec les statuts du PS qui, en principe, rendent impossible toute double appartenance.

Serait-ce une étape de plus sur la voie de l'éloignement d'un parti dont elle réprouve l'alliance avec LFI ? Là est tout le paradoxe : la gauche n'a plus d'yeux que pour Lucie Castets, la directrice des finances de la ville de Paris, mais Anne Hidalgo reste en marge du Nouveau Front populaire. Son soutien à la coalition n'avait rien d'un choix de cœur. « Place publique ? Hidalgo pense sûrement que c'est un moyen d'imposer sa candidature dans l'espace public et de dissuader quiconque au PS de la défier », commente un membre de l'état-major socialiste.

« Campagne de trop ». Les successeurs potentiels sont prévenus : qu'ils ne s'avisent pas de bousculer son calendrier. Elle-même avait su attendre son heure dans l'ombre de Bertrand Delanoë. Alors de quel droit Emmanuel Grégoire s'est-il autorisé à parler d'un « besoin de rupture » ? Anne Hidalgo a très mal supporté de voir son collaborateur s'émanciper ; un acte de déloyauté à ses yeux. Désormais député PS de Paris, il travaille à son ambition municipale du côté du Palais Bourbon.

Chez les aspirants au trône, on continue de considérer qu'un passage de témoin est la « seule façon de déjouer l'inévitable alternance avec la droite ». Le cas de Gérard Collomb, qui n'avait su décrocher un quatrième mandat à Lyon en 2020, est cité comme l'exemple de la « campagne de trop » à ne pas reproduire. Un besoin de renouvellement identifié par les écologistes, à commencer par Fatoumata Koné, la cheffe des Verts parisiens qui entend incarner une radicalité nouvelle.

Peu de chances que cela suffise à dissuader Anne Hidalgo. Ni son score à la présidentielle de 2022 – 2,7% à l'intérieur de la petite couronne –, ni les sondages la donnant battue face à Rachida Dati n'ont eu raison d'elle. Et ce d'autant que sa rivale, entrée au gouvernement en janvier, semble en moins bonne posture depuis la dissolution. « Rachida Dati fait des selfies avec Tom Cruise, mais elle a pris un gros coup sur la cafetière », ironise le communicant Gaspard Gantzer, évoquant les apparitions people de la ministre démissionnaire de la Culture.

A l'inverse, observe ce poids lourd de la droite au Conseil de Paris, « Anne Hidalgo, c'est une bête politique et une combattante. Si elle veut être candidate, personne ne l'en empêchera. Elle résistera aux coups bas, aux coups tordus, et même aux coups de poignard dans le dos ». Avoir des yeux derrière la tête, le secret de sa longévité.

A.O.



SIPA PRESS

Ancien premier adjoint à la mairie de Paris et désormais député, **Emmanuel Grégoire** envisagerait de succéder à Anne Hidalgo.

Choix publics
On n'est pas bien, là, sans gouvernement ?

La chronique de Erwan Le Noan



Quelle semaine ! Les Français, après avoir sourdement grondé contre les Jeux olympiques en font désormais un motif de fierté cocardière, époustouflés par la mise en scène grandiose des épreuves et gonflés d'orgueil par les performances des sportifs nationaux. La période des congés s'installe, les esprits s'apaisent – et s'oublient, le temps de quelques jours de repos. Les chiffres de la croissance, certes fort modestes, se sont même révélés plus favorables que ce qui était anticipé (+0,3% au deuxième trimestre, fol élan !).

A l'étranger, le chef d'une organisation terroriste a été éliminé, montrant la puissance d'un petit Etat unique, îlot démocratique, au cœur de ses pires ennemis (et des nôtres), rappelant qu'Israël reste fidèle à sa promesse fondatrice : offrir un refuge protecteur à tout Juif qui le souhaitera, supprimant les menaces où qu'elles soient. En Amérique latine, l'élection volée par la dictature vénézuélienne, héritière de Chavez (cet « idéal inépuisable de l'espérance humaniste » selon Jean-Luc Mélenchon en 2013), suscite la colère d'un peuple opprimé depuis trop longtemps. Seuls quelques porte-voix de l'extrême gauche, complaisants voire complices, s'affligent de l'un et de l'autre, confirmant la piètre considération qu'ils ont pour la démocratie et la vie humaine.

Etat-nounou. S'il n'était l'agitation de la gauche pour prendre la conduite de l'exécutif, d'autant plus pathétique qu'elle s'ignore désespérée, la quiétude estivale et le divertissement de la compétition sportive seraient d'autant plus doux que la France découvre qu'il est possible de vivre sereinement sans gouvernement. L'Etat-nounou reste silencieux. L'actualité n'est attrapée par aucune annonce d'un grand plan d'hydratation participative, inclusive et transgénérationnelle à la suite d'une montée soudaine et temporaire des températures dans la diagonale du vide. Aucun déplacement ministériel sur une plage ne vient rappeler que la bienveillance gouvernementale a déployé une campagne d'information sur les risques d'exposition au soleil sans protection sur les plages. Aucun projet de loi, au nom du ministre qui l'aurait conçu, n'est annoncé. Le Conseil d'Etat avait prévenu dès 2006 qu'il est lassant que la loi bavarde ; le voici exaucé de la meilleure façon. La France n'a pas de gouvernement actif et elle survit – même très bien !

L'illusoire idylle des vacances sera toutefois brève. Dès la rentrée, les oppositions reprendront l'offensive. Une fois le charme essoufflé et le rideau rabaissé sur le spectacle des JO, la grise réalité de la situation politique et sociale reviendra, en contraste brutal avec une parenthèse de fête.

Des chiffres publiés récemment par l'Insee (*) le rappellent crûment. Les Français sont relativement plus pauvres que leurs voisins : en 2023, le PIB par habitant de la France (101) était inférieur à la moyenne de la zone euro (104) – et loin (parfois très loin) de ceux du

« Une fois le charme essoufflé et le rideau rabaissé sur le spectacle des JO, la grise réalité de la situation politique et sociale reviendra »

Luxembourg (240), de l'Irlande (212), des Pays-Bas (131), du Danemark (128), de l'Autriche (123), de la Belgique (118), de l'Allemagne (115), de la Suède (115), de la Finlande (108) et de Malte (105). Cela peut-il avoir un lien avec le fait que les Français sont aussi ceux qui travaillent le moins au sein de l'OCDE, comme l'organisation vient de le publier (664 heures travaillées par habitant, contre une moyenne européenne de 770 heures) ?

Le mois d'août commence bien. Mais comme chaque année, il se finira par un événement incontournable : la rentrée et le retour (douloureux) au travail !

@erwanlenoan

* //www.insee.fr/fr/statistiques/2830288#graphique-figure1

Think again
Le vrai problème de la France, c'est la gauche

La chronique de Eric Le Boucher


JEAN-FRANÇOIS PAGA

Dans la crise de la vie politique française, tous les partis sont gravement atteints. Le Rassemblement national est plein « d'il-n'y-a-qu'à » mais vide d'idées applicables et plus encore de personnels qualifiés. La droite républicaine est divisée sur tout, le social, l'Europe, la dette, les mœurs. Le macronisme, désarçonné depuis la rébellion des Gilets jaunes, n'est pas compris et encore moins aimé. Les écologistes devenus idéologues sont rejetés par l'opinion. Mais sur ce navire sans boussole, le bord le plus malade est le gauche. Les partis Verts, socialistes et insoumis se sont unis autour d'idées bricolées, rustres et critiquées dans leurs propres rangs, à commencer par leur théoricien en chef Thomas Piketty. Cette gauche, voilà le plus grave, abandonne de tout ce qu'elle a appris du temps où elle a été au gouvernement, pour se complaire dans un pur simulacre de « la rupture » avec le capitalisme. La gauche française a choisi d'habiter l'utopie et, croyant renouer avec « le socialisme », se trouve fière d'être bête.

Cette incurable maladie de la gauche bloque et va bloquer la France pour un temps indéfini. Le président de la République trouve sur sa droite de quoi dialoguer et construire un projet minimal pour les trois ans qui lui restent. Mais sans apport de voix de gauche, le compte n'y sera pas à l'Assemblée.

Pour ne pas sombrer dans l'immobilisme à une époque d'accélération vertigineuse sur tous les plans, la France aurait en effet besoin d'une « rupture » : celle de ce Nouveau Front populaire, construction uniquement électorale. L'histoire appelle le PS, puisqu'il s'agit de lui en définitive, le parti de Mitterrand, de Jospin, de Hollande, à admettre qu'il est plus proche de Macron que de Mélenchon. Mais il ne le fera pas.

« Frères ». Il ne le fera pas parce que les dirigeants actuels sont animés en priorité par la préservation de leur siège. Les élections municipales approchent, ils auront besoin des voix de l'extrême gauche, Mélenchon les tient. Ce socialisme alimentaire, comme dit

> *« François Hollande qui, lui, osera franchement être social-démocrate, tombera sous les critiques des frondeurs, les représentants autoproclamés de la « pureté » du socialisme. Olivier Faure, l'actuel premier secrétaire, est dans la droite ligne de cette vieille histoire du socialisme français »*

la présidente du Conseil régional d'Occitanie Carole Delga, relève du minable. Mais il y a, hélas, plus profond.

Jamais le socialisme français n'a fait son Bade-Godesberg comme leurs homologues du SPD germanique, autrement dit les socialistes français ne se considèrent pas comme sociaux-démocrates. Même Léon Blum, qui rompt avec le bolchévisme au congrès de Tour en 1920 parce qu'il condamne l'autoritarisme de Lénine et son mépris des « masses », maintient la dictature du prolétariat comme modalité du changement (*Le congrès de Tours*, Léon Blum, Folio). Socialistes et communistes restent « des frères », il ne veut pas de la social-démocratie qualifiée de doctrine suppôt de la bourgeoisie.

François Mitterrand a ouvert une nouvelle page du PS en proposant l'écriture d'un programme commun mais, lui aussi, conserve l'objectif de « la rupture », comme le raconte lumineusement Gérard Grunberg (sur le site Telos, le 12 juillet). L'échec de ce programme et le « tournant de la rigueur » qui suivit donnent, contre la logique, de l'eau au moulin de la condamnation mécanique du réformisme. Les socialistes veulent dresser « l'inventaire » de Mitterrand d'après 1983 et Jospin gouvernera avec les communistes.

François Hollande qui, lui, osera franchement être social-démocrate, tombera sous les critiques des « frondeurs », les représentants autoproclamés de la « pureté » du socialisme. Olivier Faure, l'actuel premier secrétaire, est dans la droite ligne de cette vieille histoire du socialisme français, conclut Grunberg. L'« union » avec les insoumis, les trotskistes qui ont pris la place des communistes, est « la ligne dont je ne bougerai pas », dit Olivier Faure. Rien à faire.

Cette attitude coûtera très cher aux socialistes à plusieurs reprises, par exemple quand les communistes français doivent se soumettre aux ordres de Staline qui signe

> *« Tous les socialistes d'Europe du Nord et, désormais de Grande-Bretagne, se sont humblement remis à l'établi intellectuel. En France la posture de radicalité remplace tout »*

un pacte avec Hitler. Par exemple, dans la même veine aujourd'hui, parce que les insoumis draguent l'électorat musulman et les entraînent vers des positions antisémites qui sont à l'opposé de leur conscience et leur tradition (celle de Léon Blum entre autres).

Posture. Ce qui est criminel pour la France est que le simulacre de pureté « sociale » ne correspond plus du tout aux impératifs de la période. Le socialisme tel que l'entend Mélenchon, le maître de la gauche, reste appuyé sur une construction intellectuelle datant du XIXe siècle lorsque la « question sociale » était celle de la répartition des fruits du travail entre le capital et le travail. Cette question, celle des revenus et des inégalités, n'a pas disparu, au contraire. Le capitalisme financier anglo-saxon est très brutal pour la classe moyenne. Mais, oubli séculaire pour cette gauche, on ne redistribue que ce qu'on produit. Et le « social » s'est vu rejoint par d'autres impératifs dont l'importance est égale voire supérieure : le climat, le numérique, le vieillissement, le retour de la guerre. Tertio, la complexité des sociétés (divorces, emplois précaires, logement, déplacements) a montré que les souffrances se sont déplacées des salariés aux non-salariés, des ouvriers mineurs aux caissières. En clair, la réponse d'hier, la « redistribution » assise sur des impôts élevés, n'est plus ni suffisante ni efficace. Un immense travail économique, sociologique, technologique serait nécessaire.

Or, et nous sommes au fond de la faiblesse de la gauche française, l'utopie en bandoulière, elle n'a aucunement travaillé. Tous les socialistes d'Europe du Nord et, désormais de Grande-Bretagne, se sont humblement remis à l'établi intellectuel, en France la posture de radicalité remplace tout. Une très grande partie de la recherche sociale, sociologique, et une moindre partie de la recherche économique, sont passées en rangs serrés sous l'influence trotskisto-mélenchonienne. La littérature académique est tombée dans la facilité creuse et contente de soi.

La gauche française annone les solutions d'hier en racontant que si elles ne marchent pas c'est la faute du « modérantisme » (mot que j'emprunte à la terreur de 1793), il faut taxer plus les riches jusqu'à les faire disparaître. La gauche vit dans un rêve, elle prétend savoir, elle prétend avoir gagné Matignon. Elle est devenue une sottise, elle n'a plus rien à dire. Le drame est qu'elle recueille 28% des voix des électeurs qui sont entretenus dans l'extatique plaisir de l'utopie.

@EricLeBoucher

Gilles Guibout, responsable des actions européennes chez AXA IM, commente la saison des résultats semestriels qui s'achève

Bourse : « Il y a beaucoup d'opportunités dans le marché »

Diagnostic

Les Bourses européennes ont terminé en fort repli vendredi 2 août sur fond de ralentissement de l'activité industrielle et du marché de l'emploi aux Etats-Unis. Le niveau des 8 000 points sur le CAC 40, franchi à la hausse en mars dernier, semble un vieux souvenir (7 252 points à la veille du week-end), alors que les entreprises ont entamé un second semestre compliqué.

Interview Muriel Motte


DR

« Un point de passage important pour les marchés concerne la France : quelle loi de finances 2025 pourra-t-elle concocter à l'automne ? », prévoit **Gilles Guibout**.

A L'ISSUE DU PREMIER SEMESTRE, beaucoup de grands groupes européens et français affichent de bons fondamentaux. Mais l'économie mondiale ralentit et le poids des incertitudes politiques et géopolitiques oblige à la prudence pour les mois qui viennent, constate Gilles Guibout chez Axa IM.

Quel est le trait le plus saillant des résultats du 1er semestre ?

La consommation ralentit en Chine et aux Etats-Unis, alors qu'elle s'est finalement assez bien tenue en Europe. C'est visible dans les comptes de l'Oréal par exemple. Les résultats ont été conformes aux attentes grâce aux Européens, qui ont quasi intégralement compensé la nette faiblesse chinoise. Ces interrogations sur l'appétit des consommateurs se lisent dans les résultats plutôt « mous » de Starbucks, Nike ou Nestlé, par exemple. Un autre secteur concerné est l'automobile, dont les ventes souffrent beaucoup. Des groupes qui comptaient sur une deuxième partie d'année plus dynamique sont aujourd'hui nettement plus prudents. Cap Gemini a averti que sa croissance serait affectée « par la récente détérioration des perspectives des secteurs automobile et aéronautique ». Syensqo (ex-Solvay) constate « une incertitude macroéconomique persistante ». L'élection américaine peut changer beaucoup de choses. Un autre point de passage important pour les marchés concerne la France : quelle loi de finances 2025 pourra-t-elle concocter à l'automne ?

L'inflation est-elle en train de devenir un (vieux) souvenir ?

Des sociétés qui avaient réussi à passer des hausses de prix sont aujourd'hui obligées d'en rendre une partie à leurs clients. Dans l'aérien, les volumes sont là mais le prix moyen des billets n'est pas au niveau où l'attendaient Lufthansa ou Ryanair, notamment. Le principal critère pour aller d'un point A à un point B reste le prix. Les clients, qui sont de retour, font à nouveau jouer la concurrence. D'où la

> *« A moyen et long terme, la digitalisation et tout ce qui améliore l'efficacité et la profitabilité des entreprises à vocation à se développer »*

publication d'un certain nombre d'avertissements sur résultats. Autre signal faible d'un changement de comportement, pendant la Covid, Nestlé avait profité de la croissance de l'alimentation pour animaux de compagnie. Aujourd'hui, ses clients américains se tournent vers les marques de distributeurs. En Europe et plus particulièrement en France, on observe le même phénomène dans la distribution en général. Il est intéressant de constater que des sociétés comme Unilever et Danone avaient entamé il y a plusieurs années des programmes d'efficacité opérationnelle et de recentrage, qui les avaient conduites à pratiquer le ZBB (« zero best budgeting », c'est-à-dire la réduction des coûts) à haute dose. Elles avaient coupé dans leurs dépenses publicitaires, les volumes de vente commençaient à en souffrir. Dans ces deux groupes, les nouveaux managements ont remis au goût du jour le soutien à leurs marques. Et dans les deux cas, on constate une croissance en volume et une marge pour monter les prix, dès lors que l'innovation est là. Si on en doutait encore, le semestre écoulé a marqué la fin du « zero best budgeting » à tout prix qui vous emmène dans la tombe. Ce changement est visible dans les résultats records de Publicis. Les entreprises comprennent qu'il faut renouer le lien avec le consommateur.

Quels sont les relais de croissance pour les prochains mois ?

Dans une phase de ralentissement économique et d'incertitudes politiques et géopolitiques, les gérants de portefeuilles ne cherchent pas des perspectives qui font rêver, mais des investissements tangibles et visibles. A moyen et long terme, la digitalisation et tout ce qui améliore l'efficacité et la profitabilité des entreprises à vocation à se développer. Cela concerne tout l'univers de la transformation des entreprises, avec notamment les logiciels et l'intelligence artificielle. Un autre grand thème qui en découle est l'électrification de l'économie. Un centre de données pour l'IA consomme beaucoup plus qu'un data center classique. L'électrification, qui est indispensable pour la transition énergétique, permet aussi à un gouvernement de regagner de la souveraineté énergétique. Elle induit des dépenses d'infrastructure à fort effet de levier pour l'ensemble de l'économie. Tout cela met sous les projecteurs des sociétés d'énergie et de services aux collectivités, comme l'espagnol Iberdrola, le portugais EDP, ou l'italien Terna, chargé de la gestion des lignes à haute tension. Certaines enregistrent une hausse de leur bénéfice par action depuis trois ou quatre ans, sans que cela rejaillisse encore sur leur cours de Bourse. On retrouve ce dynamisme chez Nexans qui fournit des câbles.

La faiblesse de la Chine est-elle inquiétante ?

Le fait que la Chine ralentisse est une mauvaise chose puisqu'elle représente environ un quart du PIB mondial. De manière générale, les entreprises allemandes sont les plus touchées, et si l'on parle de secteurs, le luxe et l'automobile sont particulièrement concernés. La Chine se sert de sa base industrielle pour exporter ce qu'elle ne consomme pas afin de préserver les taux d'utilisation de ses capacités de production. Cela oblige les Occidentaux à s'interroger sur leur stratégie. Les groupes du Stoxx 600, tout comme ceux du CAC 40, réalisent en moyenne 60% de leur chiffre d'affaires hors d'Europe. Cela signifie qu'ils savent vendre leurs marques, leurs technologies ou leur compétitivité. L'Oréal a choisi d'équilibrer ses ventes dans le monde (un tiers en Amérique, un tiers en Asie, un tiers en Europe) et d'être présent sur le luxe et le mass market, de manière à compenser les cycles des uns et des autres.

Les actions sont-elles correctement valorisées ?

Le CAC 40 est proche de sa valorisation historique en termes de PER, ce qui cache comme toujours de fortes disparités. L'automobile et les banques sont très faiblement valorisées. Ces dernières ont présenté de bons résultats, qui n'ont pas toujours été bien accueillis par la Bourse, on l'a vu pour ING et pour la Société Générale. Les bilans sont solides, le secteur offre de la visibilité dans une économie qui ralentit mais qui ne s'effondre pas. Le luxe est, lui, en train de renouer avec des valorisations plus raisonnables. Quant à la pharmacie, elle retrouve son caractère de secteur défensif. Il y a beaucoup d'opportunités dans le marché aujourd'hui.

@murielmotte

L'armée russe exerce une forte pression, contraignant Kiev à céder un peu de terrain, alors que le président Zelensky évoque la « voie diplomatique » pour retrouver « l'intégrité territoriale » du pays

L'Ukraine est-elle en train de perdre la guerre?

Résilience

Symbole de la résistance de son pays, l'escrimeuse Olga Kharlan a offert à l'Ukraine sa première médaille d'or, samedi à Paris, dans un Grand Palais survolté. « C'est un message au monde entier : l'Ukraine se bat, et il est possible de gagner », a déclaré la sportive. Le président Zelensky a félicité l'équipe d'escrime pour sa victoire : « **Je les remercie de montrer que les Ukrainiens peuvent gagner.** » De même a-t-il félicité les forces armées pour avoir frappé des cibles russes, notamment le sous-marin Rostov.

Jean-Dominique Merchet

C'EST UN DEUXIÈME mauvais été consécutif pour l'Ukraine. L'été dernier, sa contre-offensive dans le sud (juin-octobre 2023) avait échoué à percer les lignes de défense russes. Cette année, si le front n'a pas sensiblement bougé, l'armée russe y exerce une très forte pression sur plusieurs centaines de kilomètres, contraignant l'Ukraine à céder un peu de terrain. Les experts militaires s'accordent à décrire une situation moins grave qu'au début de l'année 2024, lorsque la suspension des livraisons d'armes américaines avait fait craindre un possible effondrement, mais les espoirs d'un retournement de situation favorable à l'Ukraine s'éloignent. Une situation qui pousse le président Zelensky à parler d'une « voie diplomatique », comme il l'a fait dans un entretien récent avec plusieurs journaux français. « Retrouver notre intégrité territoriale, cela ne veut pas dire qu'il faut le faire seulement aux moyens des armes », expliquait-il notamment.

Sur le terrain, la ligne de front est globalement la même depuis novembre 2022, à la suite du succès des contre-offensives ukrainiennes, qui étaient alors parvenues à repousser l'armée russe autour de Kiev, puis vers Kherson et Kharkiv. La Russie occupe toujours environ 18% de l'Ukraine. A la suite de sa victoire défensive de l'été 2023 dans le Sud, l'armée russe est repassée à l'offensive en octobre dernier. En dix mois, ses gains sont estimés à 1265 km², soit 4 km² par jour, selon le cartographe @Pouletvolant3. Sur la carte, cela correspond à la grosseur du trait (0,2% du territoire ukrainien) : il n'y a donc pas eu de percée russe. Mais le coût et les conséquences de ce blocage tactique sont énormes pour les deux camps.

Attrition. Les assauts russes se déploient sur plusieurs centaines de kilomètres, essentiellement dans la Donbass : « C'est difficile sur tout le front de l'Est », reconnaît le président Zelensky. L'attaque russe dans la région de Kharkiv (nord-est) n'a pas permis d'avancer de plus d'une dizaine de kilomètres, mais elle a contraint l'armée ukrainienne à y dépêcher des renforts, en dégarnissant d'autres secteurs. Notamment le Donbass, qui semble être l'axe majeur de l'offensive russe, autour des villes de Chasiv Yar, Torestsk, Pokrovsk et Donetsk. En termes militaires, l'armée ukrainienne est « fixée » par son ennemie, c'est-à-dire qu'elle ne peut plus bouger au risque d'être enfoncée. Cela l'empêche de concentrer ses forces ailleurs pour préparer de nouvelles actions. Elle a perdu l'initiative. La bataille qui se déroule est une guerre d'attrition, d'usure de l'ennemi.

L'armée ukrainienne est « fixée » par son ennemie, c'est-à-dire qu'elle ne peut plus bouger au risque d'être enfoncée



SIPA PRESS

Des soldats ukrainiens sur la ligne de front, en juillet.

Côté russe, c'est la méthode « bourrin », comme on dit dans l'armée, avec des assauts d'infanterie. Selon les chiffres qui circulaient au récent sommet de l'Otan, les pertes russes (morts, blessés, disparus) seraient de 1000 hommes par jour… Des chiffres impossibles à vérifier. Même absence de transparence du côté ukrainien : les pertes y sont élevées, mais, la ressource humaine, plus rare pour des raisons démographiques, y est plus épargnée par un régime démocratique qui doit rendre des comptes à sa population.

Evolutions. Observateur avisé de la guerre sur le réseau X, @escortert estime le rapport de puissance de feu à un contre sept en faveur des Russes. La crise des munitions, certes moins aiguë qu'en début d'année, est toujours là. En revanche, le rapport de pertes (le « rappert ») est favorable aux Ukrainiens : environ deux contre un pour le matériel et trois contre un pour les hommes. Cela signifie que l'efficacité des tirs ukrainiens serait dix fois supérieure à celle des Russes. Pour gagner, « il ne faut pas chercher du côté de la quantité », assure le président Zelensky.

Face à la Russie, l'Ukraine doit inventer à la fois un modèle d'armée et des tactiques nouvelles, comme l'explique le chercheur Léo Péria-Peigné dans l'Opinion. Plusieurs évolutions militaires notables sont constatées : le combat d'infanterie s'impose alors que les chars sont moins utilisés, notamment à cause de l'incroyable « pollution » du champ de bataille – avec des mines, de la ferraille, des munitions non explosées – et que l'emploi massif des petits drones et de la guerre électronique rend le champ de bataille « transparent » – vous êtes vu, vous êtes mort…

La bataille ne se déroule pas que sur le front, elle se joue également « dans la profondeur », c'est-à-dire avec des frappes stratégiques à longue portée. L'Ukraine souffre de la contrainte politique qui lui est imposée par les Occidentaux : ne pas utiliser leurs armes pour « taper » en Russie, sauf dans un petit secteur vers Kharkiv. De même, le retard dans la livraison des avions de combat F16 – les premiers viennent seulement d'arriver et il faudra attendre 2028 pour que les 85 promis le soient – limite sa capacité à se défendre, notamment contre les bombes planantes russes, dont une centaine serait tirée chaque jour.

L'Ukraine craint surtout les destructions de son réseau électrique en prévision de l'hiver prochain. Mais cela ne l'empêche pas d'obtenir de vrais succès de son côté, en particulier en Crimée. Ses frappes de précision y détruisent les défenses aériennes russes et contraignent la flotte de la mer Noire à quitter Sébastopol. Dix ans après le début de la guerre en 2014, près de trente mois après la grande invasion russe de février 2022, la partie est loin d'être terminée.

@jdomerchet

Les discussions doivent reprendre pour tenter de faire économiser huit milliards d'euros au gouvernement l'an prochain

Allemagne : le feuilleton du budget reprend de plus belle

« Passe-passe »

Le conseil scientifique du ministère allemand des Finances a retoqué plusieurs dispositions prévues pour boucler le projet de budget 2025. Il craint une censure de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Le gouvernement de coalition d'Olaf Scholz doit trouver des alternatives d'ici la mi-août.

Luc André (à Berlin)

L'OPPOSITION CONSERVATRICE ne s'y était pas trompée. Dès l'annonce, mi-juillet, du compromis difficilement trouvé au sein du gouvernement de coalition d'Olaf Scholz sur le projet de budget 2025, la CDU/CSU avait dénoncé des « tours de passe-passe ». Cette thèse a été confirmée en pleine pause estivale par le conseil scientifique du ministère allemand des Finances. Dans un rapport relayé jeudi dans la presse allemande, il soulève des « doutes considérables », notamment d'ordre constitutionnel, quant à trois mesures. Cette position est partagée par un expert externe interrogé aussi par le ministère des Finances.

Subventions. Pour boucler le budget 2025, le gouvernement d'Olaf Scholz devait, après les efforts des différents ministères, encore combler un trou de 17 milliards d'euros. Le choix a été fait de se limiter à des économies de huit milliards, le reliquat représentant le volume habituel de crédits non dépensés. Pour contourner la règle d'or, qui limite la prise nette de crédit à 0,35% du PIB, Berlin a décidé de réaffecter dans le budget général 4,9 milliards de fonds non utilisés du bouclier énergétique. Cette enveloppe d'urgence avait pu être constituée grâce à une mise entre parenthèses de la règle d'or en 2023. Or, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a justement sanctionné ce type de méthode dans un arrêt retentissant rendu en novembre dernier qui a mis l'équipe d'Olaf Scholz en grandes difficultés.

Ensuite, il avait été prévu de transformer des subventions à la société de développement des autoroutes et à la compagnie ferroviaire publique Deutsche Bahn en prêts. Les experts du ministère des Finances voient un problème constitutionnel dans le premier cas. La société des autoroutes, qui n'engrange aucune recette, serait dans l'impossibilité de rembourser le prêt. Il s'agit d'une subvention cachée et donc proscrite. Pour la Deutsche Bahn, le problème n'est pas d'ordre constitutionnel. Les experts considèrent que la DB, qui doit déjà dépenser des milliards pour rénover son réseau, aura du mal à honorer ce crédit supplémentaire. Ils suggèrent de passer par une augmentation de capital de 3,6 milliards. Il resterait in fine à économiser encore 4,4 milliards d'euros.

Le ministre fédéral des Finances, le libéral Christian Lindner, avait prévenu en amont. Il ne risquerait pas une nouvelle gifle de Karlsruhe et s'était montré sceptique sur ces trois mesures. Au regard des critiques du conseil scientifique, le ministère a appelé jeudi à « de nouvelles discussions au sein du gouvernement et dans le cadre de la procédure parlementaire » pour revoir le projet de budget 2025. Il n'a pas caché non plus la solution qu'il privilégie : couper dans les dépenses sociales, cheval de bataille du leader du FDP. Il cible en particulier les minimas sociaux (Bürgergeld) dont les dépenses ont fortement augmenté en 2023 et 2024. Cela promet de nouvelles passes d'armes avec les partenaires sociaux-démocrates et écologistes, catégoriquement opposés à cette option. Le SPD continue de plaider pour une exception à la règle d'or, ce que rejette Christian Lindner.

Les conservateurs font leurs choux gras de ce nouveau couac pour la coalition « feu tricolore ». « Un gouvernement qui n'arrive même pas à aligner un budget fonctionnel devrait enfin jeter l'éponge », considère Martin Huber, le secrétaire général de la CSU, allié bavarois de la CDU de Friedrich Merz. L'équipe d'Olaf Scholz a jusqu'à la mi-août pour transmettre un projet de budget corrigé au Parlement.

Les personnels pénitentiaires transalpins sont au bord de l'explosion à cause de la surpopulation carcérale

Giorgia Meloni face à la bombe des prisons italiennes

Menottes

La surpopulation des établissements pénitentiaires italiens atteint 130 % : **60 480 personnes y sont incarcérées pour une capacité de 47 110 détenus**. La solution à apporter divise les partis de la majorité de droite alors que les incidents risquent de se multiplier.

Francesco Maselli (à Rome)

DEPUIS LA COVID, les personnels pénitentiaires italiens ont enregistré un taux record de suicides parmi les détenus. Une tendance qui ne semble pas s'inverser : cette année, 59 détenus et six agents de police se sont donné la mort, alors que les épisodes de violence et de mutinerie s'accumulent, tout comme les évasions. « Les suicides sont sans précédent. A ce rythme, on dépassera le record honteux de 2023. Je ne me rappelle pas une telle situation d'urgence, de tension, au sein des établissements pénitentiaires : il est évident que la Covid, la crise économique et le manque de personnel sanitaire ont eu une incidence importante », explique Alessio Scandurra, responsable de l'observatoire sur la condition de la détention de l'Association Antigone.

Aujourd'hui, 60 480 personnes sont incarcérées dans les prisons transalpines, pour une capacité de 47 110 : un taux de surpeuplement de 130%. Mais le gouvernement ne semble pas avoir l'intention d'intervenir rapidement, malgré la pression des syndicats de police, qui accusent l'exécutif de les avoir « abandonnés » et dénoncent « plus de 2 000 agressions contre le personnel » en 2024.

Cette situation, souligne Alessio Scandurra, est structurelle au système italien : « On observe une croissance constante du nombre de détenus, puis on arrive au bord de l'explosion et l'Etat intervient avec des décrets extraordinaires, l'amnistie notamment, pour éviter le pire. Mais c'est un cercle vicieux : si on n'intervient pas sur les entrées, on est condamné à des périodes d'extrême tension, alors que la législation a été durcie, et qu'on ne peut plus prendre de telles mesures. »

« Ressources ». Au sein de l'alliance de droite, des sensibilités différentes coexistent sur le sujet. Forza Italia aimerait agir pour soulager la pression, mais Frères d'Italie et la Ligue ont une position très ferme et ne veulent pas participer à une décision que l'électorat pourrait percevoir comme laxiste. Ces divisions sont apparues au grand jour lors des récentes discussions au Parlement. Les sénateurs ont discuté d'une nouvelle mesure visant à augmenter le personnel de la police pénitentiaire et à construire de nouveaux établissements. Forza Italia a saisi l'occasion pour présenter neuf amendements, proposant notamment la possibilité de concéder un régime de semi-liberté si la peine à purger n'excède pas quatre ans, contre six mois aujourd'hui.

Après des longues négociations, le parti d'Antonio Tajani a dû retirer la plupart de ces propositions et s'incliner face à la position plus ferme de ses alliés. Giorgia Meloni répète, depuis son arrivée au gouvernement, que le seul moyen de diminuer le surpeuplement est de « construire des nouveaux établissements ». « Dans une telle situation d'urgence, il est difficile de prendre des mesures qui ne soient pas taxées de laxisme, admet Alessio Scandurra. Sur le long terme, l'Etat pourrait intervenir sur la réinsertion sociale des détenus pour améliorer la situation. Environ 60% des détenus ont déjà eu une expérience de détention, 20% plus de cinq fois : une politique efficace d'accompagnement à la liberté augmenterait la sécurité des citoyens et soulagerait les prisons. Mais c'est difficile et nécessite des ressources »

Une telle politique pénale est pourtant loin de l'agenda de Meloni, qui semble décidée à prendre son temps, même si cette attitude est politiquement dangereuse : si la surpopulation persiste et que les mutineries explosent, on pourrait l'accuser de perdre le contrôle des prisons.

@FrMaselli

Les habitants des deux pays manifestent contre l'augmentation du coût des produits de première nécessité due à l'inflation

La faim presse les gouvernants au Nigeria et au Kenya

Colère

La police est sur le qui-vive au Nigeria alors que la population manifeste contre la cherté de la vie. Les autorités ne veulent pas reconnaître les récentes violences meurtrières rencontrées au Kenya, où un projet de nouvelles taxes a mis le feu aux poudres et provoqué la mort d'une cinquantaine de personnes dans des manifestations.

Pascal Airault

LA HAUSSE DU COÛT DE LA BAGUETTE ne passe pas au Nigeria. Depuis plus d'une semaine, la population manifeste à Abuja, la capitale, à Lagos, la mégalopole économique et dans d'autres grandes villes, notamment Kano au nord du pays. Les propriétaires de magasins se barricadent dans les centres commerciaux de peur des pillages. « Nous avons faim ! », crient les protestataires qui exigent aussi le rétablissement des subventions à l'énergie et la gratuité de l'enseignement.

Le pain, aliment de base des foyers, a vu son prix doubler au cours des douze derniers mois. Les boulangers dénoncent la hausse du tarif des ingrédients (farine, le sucre, levure, huile végétale), les obligeant à la répercuter sur des clients contraints de réduire leur consommation.

Pays le plus peuplé d'Afrique, avec plus de 200 millions d'habitants, le Nigeria est embourbé dans une crise économique dont la population ne voit pas le bout. Le président de cette république fédérale, Bola Tinubu a pris ses fonctions en mai 2023. Il a initié une série de réformes, mettant notamment fin à certaines subventions, par exemple sur le carburant. Il a aussi dévalué le naira et augmenter les tarifs de l'électricité.

Conséquence : une inflation de 34% en glissement annuel. Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 40%, celui du carburant a presque triplé. Une situation ubuesque pour les Nigérians alors que le pays est le premier producteur de pétrole d'Afrique avec plus de 1,2 million de barils par jour.

Coalition. Le mouvement de protestation a été organisé par une coalition de mouvements de la société civile. La contestation a gagné de nombreux soutiens sur les réseaux sociaux après le lancement du hashtag #EndBadGovernance (Ndlr : mettre fin à la mauvaise gouvernance). Acculées, les autorités demandent du temps à la population, promettant que les réformes vont produire leurs effets. Elles se sont aussi engagées à fournir des céréales aux différents Etats et à augmenter les salaires. Mais le pays compte beaucoup de chômeurs et de travailleurs dans l'économie informelle, qui n'en profiteront pas.

Ces manifestations ont été inspirées par la protestation commencée en juin au Kenya contre le gouvernement après l'introduction du projet de loi de finances au Parlement. Ce nouveau texte devait permettre d'alléger la dette publique en augmentant les taxes, avec l'introduction de nouveaux prélèvements sur des produits de première nécessité, tels le carburant ou les denrées alimentaires. Il prévoyait aussi de taxer les transferts d'argent via les téléphones portables, très utilisés dans le pays. Il incluait également un prélèvement, controversé, touchant tous les contribuables, destiné à financer un programme de logement.

Vent debout contre ces impositions sur les biens et services, la population dénonce la cherté de la vie. Le gouvernement a notamment été contraint de supprimer une taxe de 16% sur le pain, après un tollé public. Les Kenyans fustigent aussi la baisse des dépenses publiques consacrées aux programmes sociaux afin d'atteindre les objectifs de recettes du Fonds monétaire international (FMI).

Président depuis septembre 2022 après avoir été vice-président du pays, William Ruto fait face à une dette importante laissée par son prédécesseur, Uhuru Kenyatta, dont il cherche à réduire le poids. Celle-ci est estimée à estimée à 10 000 milliards de shillings (71 milliards d'euros), soit environ 70% du Produit intérieur brut (PIB). Il a donc été contraint de négocier avec le FMI la mise en place de réformes dans le cadre d'un programme de prêt de 3,6 milliards de dollars. La hausse des impôts et les nouvelles taxes devaient permettre de lever 2,3 milliards de dollars de recettes cette année, entraînant une baisse du pouvoir d'achat des ménages déjà confrontés à la hausse des prix mondiaux du blé et de la farine.


SIPA PRESS

Des manifestants à Abuja, au Nigeria, le 1er août.

Pour apaiser la révolte populaire, le président Ruto a renvoyé le gouvernement, suspendu ces réformes controversées et prévoit de recourir à de nouveaux emprunts. Il s'est entretenu avec la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, afin de négocier cet aménagement. L'institution de Bretton Woods est devenue la cible de la colère des jeunes manifestants.

« L'indignation générale devrait servir de signal d'alarme au gouvernement et au FMI : ils ne peuvent pas sacrifier les droits au nom de la reprise économique, explique Otsieno Namwaya, directeur adjoint à Human Rights Watch. Il faut construire un nouveau contrat social qui génère des revenus équitables, les gère de manière responsable et finance des services et des programmes qui protègent les droits de tous. »

@P_Airault

Kuala Lumpur manifeste sa frustration à l'égard de l'Occident en regardant vers la Chine et la Russie

Pourquoi la Malaisie frappe à la porte des Brics

Candidature

La Malaisie, un acteur déjà clé dans le secteur des semi-conducteurs, répond à 13% de la demande mondiale des services d'assemblage et de test. Il est fort possible qu'elle soit également le plus grand bénéficiaire, dans la région, des changements dans la chaîne d'approvisionnement provoqués par les tensions entre les Etats-Unis et la Chine.

Claude Leblanc

ALORS QUE LE PRÉSIDENT ARGENTIN Javier Milei a décidé de fermer la porte à l'adhésion de son pays aux Brics, envoyant ainsi un message clair concernant son désir de s'arrimer au camp occidental, le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim a, lui, décidé de frapper à cette même porte et obtenu le soutien de la Chine et de la Russie. Cela fait un peu plus d'un mois qu'il a exprimé son intention de rejoindre ce groupe initialement composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud et élargi, l'an dernier, à l'Iran, à l'Egypte, à l'Ethiopie et aux Emirats arabes unis.

Lors de la visite du Premier ministre chinois, Li Qiang, à l'occasion du 50e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, il a réitéré sa volonté d'intégrer une organisation souvent considérée comme étant un tremplin utilisé par Pékin et Moscou pour défendre une vision du monde alternative. « Nous nous réjouissons de voir d'autres partenaires de même sensibilité rejoindre les Brics et travailler ensemble pour rendre l'ordre international plus juste et plus équitable », a d'ailleurs déclaré, le 29 juillet, Lin Jian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, confirmant ainsi le soutien de Pékin à la candidature également présentée à Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, présent à Kuala Lumpur le week-end dernier.

Pour les Chinois comme pour les Russes, « le développement et l'expansion du mécanisme des Brics reflètent la tendance de l'époque, servent les intérêts des pays concernés et constituent une force motrice puissante pour la multipolarité dans le monde et une plus grande démocratie dans les relations internationales », comme l'a rappelé Lin Jian. Du point de vue malaisien, c'est aussi un signal envoyé aux Occidentaux, Etats-Unis en premier lieu, pour les prévenir d'une prise de distance à leur égard.

Investissements. Depuis plusieurs mois, le gouvernement malaisien condamne fermement Washington et d'autres alliés d'Israël au sujet du conflit à Gaza et a, dans le même temps, adopté des positions plus favorables à la Chine. Depuis qu'il a été nommé Premier ministre, Anwar Ibrahim cherche à faire davantage entendre la voix de son pays sur la scène internationale afin, aussi, d'attirer plus d'investissements alors qu'une dynamique s'est mise en place à ce niveau.

D'après le rapport publié, jeudi, par l'Angsana Council, Bain & Company et la DBS Bank sur l'avenir de l'économie en Asie du Sud-Est, la Malaisie a vu baisser de 11% les sommes investies sur son territoire entre 2017 et 2022 quand ses voisins ont fait des bonds de 30% à 51% au cours de cette période. La promesse de liens commerciaux et d'investissements plus étendus est un élément clé pour le Premier ministre qui a besoin de consolider sa base électorale grâce à un développement économique plus soutenu.

La Chine s'est engagée à investir 170 milliards de ringgit (33,6 milliards d'euros) dans les infrastructures, les énergies renouvelables, les télécommunications et le tourisme en Malaisie. Au premier semestre 2022, les investissements chinois ont atteint 11 milliards de dollars, soit plus de la moitié des investissements directs étrangers dans le pays. La Malaisie espère attirer les investisseurs chinois pour construire des centres de données, mais ces derniers ne génèrent que peu d'emplois et de transferts de technologie.

Le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim veut s'associer avec un groupe qui cherche à sortir du narratif occidental sur le sujet du conflit entre Israël et le Hamas

L'autre raison, elle aussi motivée par des considérations électorales, est de répondre à la colère d'une bonne partie de la population face à la situation au Moyen-Orient, en particulier à Gaza. Frustré par l'attitude assez molle de l'Asean et de l'Organisation de la coopération islamique, Anwar Ibrahim montre ainsi qu'il est prêt à aller plus loin en s'associant avec un groupe qui cherche à sortir du narratif occidental, notamment sur des sujets aussi sensibles que le conflit entre Israël et le Hamas.

Toutefois, la Malaisie ne veut pas tourner entièrement le dos à l'Occident et rappelle qu'elle soutient le Cadre économique indo-pacifique pour la prospérité proposé par Washington et qu'elle souhaite rejoindre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Reste que l'actualité au Moyen-Orient constitue une motivation importante. Après l'assassinat d'Ismail Haniyeh, le Premier ministre a déclaré que ce meurtre était un « sabotage ». Avec la Russie qui assure cette année la présidence des Brics, il est probable qu'Anwar Ibrahim parvienne à faire avancer sa candidature tout en rappelant que son pays défend une politique de non-aligné. Récemment, il faisait remarquer que les liens avec les Etats-Unis en matière de défense étaient sans équivalent dans la région, en témoignent les seize exercices militaires conjoints organisés chaque année.

@Japonline

In folio L'homme qui voulait ravager les villes

La chronique de Bernard Quiriny



JE TIENS Le Corbusier pour l'un des esprits les plus malfaisants du XXe siècle. Les idées dont il fut l'infatigable promoteur étendent leurs effets dévastateurs jusqu'à nous : l'architecture sur pilotis, les grands ensembles verticaux, la fenêtre horizontale, le gigantisme qui écrase tout, l'urbanisme rationnel qui méprise l'homme, ses habitudes, ses traditions. Comme beaucoup d'agités du bocal et d'utopistes à tendances dictatoriales, il a énormément écrit ; ses textes, devenus classiques, méritent d'être lus.

Bartillat réédite aujourd'hui en poche un livre de 1937, *Quand les cathédrales étaient blanches*. Il s'agit d'élucubrations inspirées à l'auteur par son séjour à New York, où il a été invité deux ans plus tôt à prononcer une série de conférences. Comme on l'imagine, New York l'enchante, et les villes américaines en général : ces beaux plans en damiers, ces rues orthogonales, ces buildings élancés vers le ciel, quelle nouveauté, quel style ! L'Europe aussi a eu du panache en matière d'architecture, mais c'était il y a longtemps, au Moyen Âge, « quand les cathédrales étaient blanches ». A présent, le vieux monde n'a plus rien à offrir selon lui que des choses laides et non fonctionnelles. « Les cathédrales de France sont noires aujourd'hui et l'esprit est meurtri ». Tandis qu'en Amérique ! Mais même l'Amérique ne va pas au bout de sa logique, Le Corbusier l'a constaté dès son arrivée à New York : les gratte-ciel sont trop petits. La presse a cru à une boutade ; il était en fait très sérieux.

Soviétoïdes. Ce qui défrise Le Corbusier aux Etats-Unis, ce sont les suburbs, ces banlieues résidentielles autour des villes, qui font perdre des heures en transport. Quel gâchis ! Son rêve,

« Selon Le Corbusier, la liberté individuelle n'est qu'un "rêve chimérique" »

ce serait de parquer tout le monde dans des buildings pharaoniques, reliés par des autoroutes surélevées où les voitures fonceraient à cent à l'heure, au lieu de s'arrêter comme aujourd'hui aux feux. Des immeubles de 3 000 personnes, desservis par ascenseurs. Ah, les ascenseurs ! Il leur voue un culte. « A New-York, écrit-il, la construction des ascenseurs a atteint une perfection technique et plastique émouvante. Conquête des temps modernes, produit de sélection, de digne architecture ; un régal pour les yeux et l'esprit. »

Pour vous donner une idée de ce à quoi ressemblerait une ville à sa façon, voyez le croquis de la page 249 : trois buildings soviétoïdes écrasants, supposés réunir toute la population de Manhattan. L'idée que le commun des mortels préfère habiter des maisonnettes à taille humaine avec un jardin privatif, quitte à passer des heures dans les trains, ne lui traverse pas l'esprit. Il faut dire que les gens sont le cadet de ses soucis. La liberté individuelle, dit-il avec dédain, n'est qu'un « rêve chimérique ». Il ajoute, ivre de contrôle : « Il faut le bon plan, le plan totalitaire symphonique qui répond aux besoins collectifs et assure le bonheur individuel. » Qui l'impose, en vérité. Mais pour un esprit tyrannique dans son genre, ça ne fait aucune différence.



« Quand les cathédrales étaient blanches » de Le Corbusier (Bartillat, Omnia poche, 290 p., 15 euros).

THE WALL STREET JOURNAL. & l'Opinion

Paul Whelan, le plus malchanceux des prisonniers américains libérés par la Russie

DES AMÉRICAINS LIBÉRÉS par Vladimir Poutine lors de l'échange de prisonniers épique qui s'est déroulé le 1er août, Paul Whelan était sans conteste le plus malchanceux.

Arrêté par des agents du contre-espionnage russe trois jours après Noël 2018, cet ancien marine et vétéran de la guerre en Irak de 54 ans a passé plus de temps au goulag que tous les autres. Premier prisonnier à être reconnu coupable d'espionnage – sa famille dénonce un complot pour le prendre au piège –, il a malgré lui servi de premier cobaye d'ère de diplomatie des otages entre Washington et Moscou.

Son profil particulier avait compliqué les tentatives pour attirer l'attention du public sur son sort. Plongés dans l'angoisse, lui et sa famille ont vu la célèbre joueuse de basket Brittney Griner être relâchée après moins d'un an d'emprisonnement pour une infraction mineure liée à la détention de stupéfiants, ainsi que la condamnation par le monde entier de l'affaire touchant le journaliste du *Wall Street Journal* Evan Gershkovich.

Malgré tout, il a persisté, malgré les épreuves, à accomplir de petits actes de défis discrets. Ses journées commençaient comme celles de tous les autres dans la colonie pénitentiaire IK-17, un labyrinthe de blocs de cellules basses entouré de fils barbelés à quelque 500 kilomètres à l'est de Moscou. L'hymne national russe retentissait dans des haut-parleurs métalliques, avec la même mélodie qu'à l'époque soviétique.

L'ancien marine posait alors sa main sur sa poitrine et chantait en solitaire *La bannière étoilée*, l'hymne américain, avant de retourner dans la prison coudre des pantalons et des manteaux au milieu de dangereux détenus agglutinés autour de postes de travail de Technoavia, l'entreprise de vêtements industriels russe. La nourriture était rare et les bagarres courantes dans le camp de travail, ironiquement surnommé la « Fashion Colony ».

Une étiquette cousue à l'intérieur de son uniforme affichait sa date de libération : 27 décembre 2034.

« Tu seras échangé »

Avant que sa vie ne tourne au cauchemar, le paysage exotique offert par une ancienne superpuissance enchantait Paul Whelan, ancien officier de police. Après sa première visite de deux semaines en 2006, il était retourné en Russie une bonne demi-douzaine de fois.

Parmi les amis avec qui il restait en contact sur les réseaux sociaux russes figuraient d'autres policiers et soldats – mais aussi Ilia Iatsenko, un agent du FSB qui montait en grade. Ils avaient visité le Kremlin ensemble, ainsi que le Goum, un grand magasin sur la Place Rouge. En 2018, lorsqu'il était responsable de la sécurité à l'international pour l'entreprise de pièces détachées automobiles BorgWarner, Paul Whelan s'était de nouveau rendu à Moscou, cette fois pour assister au mariage d'un collègue marine qui épousait une Russe.

Lui et Ilia Iatsenko avaient alors convenu de se voir. A la porte de sa chambre d'hôtel, M. Iatsenko lui parla de photos de vacances et lui remit une clé USB, se souviendrait plus tard M. Whelan. Alors qu'il était en train de se raser, des agents masqués du FSB firent irruption, le jetèrent sur la moquette et l'emmenèrent à Lefortovo, la prison moscovite où Staline faisait torturer et assassiner les officiers purgés.

Tu seras échangé, lui assura un agent tandis que la camionnette filait vers la prison jaune pâle en forme de K, raconta-t-il plus tard à ses avocats.

La lumière de la lampe qui éclairait sa cellule d'une dizaine de mètres carrés pendant la journée était accrue la nuit venue. Les journées passèrent sans le moindre contact avec le monde extérieur.

Ce ne fut que lorsque sa sœur Elizabeth et son frère jumeau David eurent fait une recherche sur Google pour savoir s'il était arrivé malheur à un Américain en Russie qu'ils apprirent son arrestation. On pouvait lire dans un article de l'agence de presse d'Etat Interfax : « Le 28 décembre 2018, des agents du Service de sécurité fédéral de la Fédération de Russie ont arrêté à Moscou le citoyen américain Paul Whelan alors qu'il se livrait à des activités d'espionnage. »

Le dossier russe, jamais déclassifié, s'appuie tout entier sur la clé USB. Dans un système judiciaire fermé qui n'a presque jamais acquitté un suspect accusé d'espionnage, les procureurs affirmèrent que cette clé contenait les noms d'étudiants russes d'une université du FSB et que M. Whelan avait l'intention de les transmettre à l'Agence américaine du renseignement de la Défense (DIA), selon les médias d'Etat.


SIPA PRESS

Paul Whelan a été libéré le 1er août, au cours d'un échange entre détenus occidentaux et Russes.

La DIA a soumis des questions au département d'Etat, qui a qualifié les accusations de fausses. « La Russie dit avoir attrapé James Bond en mission d'espionnage, dira M. Whelan plus tard, lors d'une comparution au tribunal. En réalité, ils ont kidnappé Mister Bean en vacances. »

« Je suis un marine, je suis solide »

Ce mois-là, M. Whelan fut appelé dans sa cellule et escorté le long d'un couloir caverneux par des gardes qui faisaient tinter leurs clés pour prévenir leurs collègues qu'ils ne devaient croiser aucun autre prisonnier.

Jon Huntsman, l'ambassadeur des Etats-Unis, l'attendait dans l'entrée.

Chaque mot de leur conversation était traduit par un interprète qui chuchotait à l'oreille d'un agent du FSB perché à côté d'eux, qui les interrompait chaque fois qu'ils mentionnaient le dossier, les conditions de vie en prison ou des perspectives de libération. Le prisonnier semblait désorienté et se rassurait en disant qu'il survivrait à son emprisonnement quelle que soit sa durée, plaisantant sur ses futurs progrès en russe. Il voulait surtout faire passer un message à sa famille, principalement à ses parents âgés.

« Je suis un marine, je suis solide, dit M. Whelan. Je peux surmonter ça. »

M. Huntsman repartit aux Etats-Unis pour demander au président Donald Trump de conclure rapidement un accord. « Il faut qu'on le fasse », acquiesça le président.

Mais la Maison Blanche passa rapidement à autre chose et la perspective d'un potentiel échange s'embourba. Certains hauts fonctionnaires étaient réticents à l'idée d'échanger des Russes condamnés contre un prisonnier américain dont le profil leur semblait être celui d'un baroudeur excentrique assez naïf pour discuter avec un agent des renseignements sur les réseaux sociaux russes avant de prendre l'avion direction Moscou pour aller se jeter dans un piège tendu par le FSB. M. Whelan cumulait quatre passeports – du Canada, son lieu de naissance, du Royaume-Uni et d'Irlande par généalogie – et avait été renvoyé à la vie civile pour mauvaise conduite pour avoir supposément tenté de voler plus de 10 000 dollars de fonds publics alors qu'il était déployé dans une base en Irak, selon les dossiers judiciaires du département de la Défense publiés une semaine après son arrestation.

Des espoirs qui s'amenuisent

A l'été 2019, une personnalité spécialisée dans la négociation d'otages avait tenté sa chance afin d'accélérer une procédure qui n'éveillait plus beaucoup d'intérêt à Washington. Bill Richardson, ex-gouverneur du Nouveau-Mexique, avait travaillé des années pour aider à la libération d'Américains détenus dans des prisons étrangères et noué des relations étroites avec le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Accompagné de Mickey Bergman, son partenaire de médiation et ancien parachutiste israélien, Bill Richardson alla discrètement à l'ambassade de Russie à Washington pour discuter avec Anatoli Antonov, l'ambassadeur. Ce dernier, expert de l'armement nucléaire et pince-sans-rire, leur répéta ce que son gouvernement avait dit publiquement : la Russie libérerait volontiers Paul Whelan – ou n'importe quel autre Américain prisonnier en Russie – dans le cadre d'un échange contre Konstantin Iarochenko, un trafiquant de drogue condamné.

Tout ce que M. Richardson parvint à obtenir fut que M. Iarochenko bénéficie de soins dentaires, dans l'espoir d'améliorer le climat des négociations.

En septembre, la Chambre des représentants lança une enquête en destitution concernant les relations du président Trump et de l'Ukraine, éliminant tout espace politique pour un échange de prisonniers avec le Kremlin. Ce mois-là, le FSB annonça la fin de son enquête et l'ouverture prochaine du procès – une indication de l'impatience croissante de la Russie vis-à-vis des Etats-Unis.

En octobre, M. Huntsman, qui avait défendu la cause de Paul Whelan, démissionna. Sa dernière rencontre avec M. Whelan ne dura que trente minutes. L'ambassadeur parla le plus vite possible, en argot, afin de transmettre un maximum d'informations avant que les agents du FSB qui surveillaient la conversation ne le fassent taire. M. Whelan était épuisé mais bien décidé à le cacher. La nourriture était épouvantable, l'isolement insupportable et il était terrifié par son compagnon de cellule avec qui il vivait 23 heures sur 24.

Douze jours avant Noël, l'employeur de M. Whelan, BorgWarner, annonça que son poste avait été supprimé. La veille de Noël, des gardes escortèrent M. Whelan jusqu'à une cage de verre dans la salle d'audience où un juge annonça que sa détention provisoire était prolongée jusqu'au printemps suivant. M. Whelan brandit alors un papier en direction de l'unique caméra d'informations qui le reliait au monde extérieur, à destination de sa famille, des médias et des diplomates qui le soutenaient. On pouvait y lire : « Joyeux Noël ; Bonne Année ».

« Un nouveau shérif en ville »

A huit heures à l'est de Moscou par des routes criblées de nids-de-poule, M. Whelan dépérissait dans sa nouvelle demeure, une vaste installation séculaire qui avait abrité des prisonniers de guerre allemands à l'époque où elle était un goulag soviétique. Chèvres et poules traversaient la clôture militarisée. Les prisonniers formaient des gangs et faisaient justice eux-mêmes pour punir leurs ennemis. M. Whelan, incapable de parler russe et jeté dans une cellule avec des Tadjiks, avait le plus grand mal à cantiner. Il avait constamment sur lui un carnet à papier quadrillé où il consignait en pattes de mouche ce que lui infligeaient les gardiens de prison. Il l'avait avec lui lorsqu'il rencontra le deuxième ambassadeur des Etats-Unis à s'occuper de son dossier, John Sullivan, un diplomate de carrière et ex-sous-secrétaire d'Etat. Il lui raconta à travers une vitre chaque fois où les gardiens lui avaient refusé de la nourriture ou un appel téléphonique à sa famille. Il tâchait de travailler de l'intérieur du système, en étudiant le Code pénal pour pouvoir faire rendre des comptes à ses gardiens. Lorsque l'un d'eux le frappa à l'épaule – une infraction dans un lieu où tout contact physique était proscrit – il déposa une plainte officielle.

Le moral de M. Whelan s'améliora lorsqu'il se découvrit des intérêts communs avec l'ambassadeur, lui aussi féru d'histoire de la Guerre froide, et qu'ils partagèrent des anecdotes sur le système pénitentiaire soviétique. M. Sullivan avait entendu dire que M. Whelan était désormais incarcéré dans la prison où le maréchal allemand Friedrich Paulus, le commandant nazi qui avait capitulé à Stalingrad, avait été détenu, mais M. Whelan le détrompa – Friedrich Paulus avait été au Camp Spécial n° 48, au nord-est de Moscou.

L'ambassadeur lui tendit un paquet de lettres écrites par sa famille. M. Whelan les ouvrit et les lut immédiatement, bouleversé.

Aux Etats-Unis, l'idée d'échanger M. Iarochenko contre M. Whelan était arrivée jusqu'au Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, mais n'alla pas plus loin. Robert O'Brien, le nouveau conseiller à la Sécurité nationale, qui avait joué le rôle d'envoyé spécial du président chargé des otages, adopta une position de fermeté concernant les négociations pour la plupart des prisonniers. A son équipe il déclara : « Il y a un nouveau shérif en ville, et nous ne paierons aucune rançon. »

M. O'Brien entendait plutôt faire libérer M. Whelan et Trevor Reed – un autre ancien marine récemment capturé par la police russe – dans le cadre d'autres négociations.

En novembre 2020, Donald Trump ne fut pas réélu. Dans les derniers jours de sa présidence, le bureau de M. O'Brien contacta de nouveau les Russes mais ils ne répondirent pas.

Les enchères montent

Jake Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale du président Biden, voulut étudier minutieusement tout un éventail d'options politiques avant que la Maison Blanche ne se plonge dans les pourparlers sur les échanges de noms, qu'il passa au crible au cours de ses premières semaines à son poste.

M. Sullivan était ouvert à un échange, mais il avait d'abord besoin de mettre en place un canal de dialogue avec le Kremlin, à commencer par celui qui jouait le rôle de conseiller intime du président Poutine depuis plus de vingt ans, l'ex-directeur du FSB Nikolaï Patrouchev. Lors d'une rencontre à Genève, M. Sullivan tenta d'explorer les moyens pour rendre plus stables et prévisibles les relations tendues entre les deux pays.

Quelques semaines plus tard, Vladimir Poutine publia un long essai dans lequel il déclarait que « la véritable souveraineté de l'Ukraine n'est possible que dans le cadre d'un partenariat avec la Russie ». Les soldats russes commencèrent à se masser le long de la frontière. Plusieurs Américains furent arrêtés lors de coups montés dans des aéroports, notamment Marc Fogel, un professeur d'histoire de l'école de l'ambassade des Etats-Unis, accusé de transporter des produits médicaux à base de marijuana dans ses bagages.

Six mois plus tard, une célèbre joueuse de la WNBA, Brittney Griner, fut arrêtée dans le même aéroport avec moins d'un gramme d'huile de cannabis dans ses bagages. Après un tollé national, les Etats-Unis contactèrent Moscou pour discuter d'un échange qui la concernerait, tout comme Paul Whelan, contre Viktor Bout, un trafiquant d'armes extradé de Thaïlande.

Mais la Russie avait alors durci sa position. Si Washington voulait que Moscou libère un Américain condamné pour espionnage par un tribunal russe, alors les Etats-Unis devaient libérer un Russe condamné pour le même genre de crime. Or, le système carcéral américain ne possédait pas le moindre détenu de ce type. Le prix de Paul Whelan venait de monter d'un cran.

Drew Hinshaw, Aruna Viswanatha & Joe Parkinson

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original

Vieillissement : la croissance est-elle agnostique ?

EPISODE 6/7

Pour l'Opinion, des experts explorent sept sujets démographiques à revers des idées reçues. **Laurence Boone est ancienne secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée de l'Europe.**


L'OPINION / ADOBE FIREFLY

PLUS DE LA MOITIÉ DES BÉBÉS nés en 2017 vivront plus de 100 ans et verront l'an 2117. Depuis les années cinquante, l'espérance de vie augmente d'un an tous les cinq ans. En même temps, le taux de fertilité baisse partout dans les pays du G20. En France, il est passé de près de trois enfants après la Seconde Guerre mondiale à 1,6 enfant en France métropolitaine. Ce n'est pas que la France. D'ici à 2060, l'OCDE estime que tous les pays du G20 auront un taux de fertilité inférieur à celui nécessaire au renouvellement des populations (2,1) et la longévité aura augmenté de quatre ans. La population aura baissé de 25 millions au Japon, 12 millions en Allemagne et 300 millions en Chine.

Les effets du vieillissement démographique sur la croissance ont été largement commentés, mais ils ne sont pas inéluctables : ils dépendent non seulement des effets directs du vieillissement de la population, mais aussi de l'investissement, physique comme humain, et des développements de la technologie.

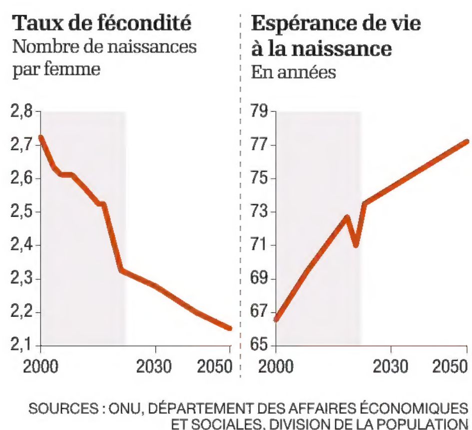
Le vieillissement de la population conduit assez intuitivement à une moindre croissance directement en réduisant la force de travail et indirectement en affectant les comportements d'épargne, d'investissement et d'innovation. Une moindre croissance de la population réduit la population en âge de travailler, notamment parce que l'emploi tend à décroître avec l'âge, dès 55 ans dans certains pays développés, particulièrement pour les moins diplômés. Les effets du vieillissement démographique sur la productivité sont moins clairs : ceux qui travaillent plus longtemps sont parfois moins dynamiques, mais disposent de plus d'expérience et sont plus diplômés. Ainsi, il est « naturel » que lorsque la part de la population employée diminue, et que les emplois sont moins productifs, une population vieillissante étant moins dynamique, la croissance et même la croissance par habitant devraient être moindres.

Investissement productif. Ce n'est pas tout, une population vieillissante peut conduire à rendre l'investissement productif moins rentable, ce qui pénaliserait la croissance. Là aussi, les effets sont plus incertains. La théorie du cycle de vie suggère que l'épargne devrait diminuer et renchérir le coût des investissements. Nous entamons l'âge adulte en nous endettant pour s'équiper en voiture comme pour des achats immobiliers. Nous poursuivons la maturité en épargnant et ce d'autant plus que nous pressentons l'avenir incertain, en termes de retraites comme de soin des dernières années de la vie. Et nous traversons nos années de retraite en « désépargnant » pour soutenir notre niveau de vie, ou en soins. Une population vieillissante pourrait ainsi conduire à moins d'épargne au total, renchérissant le coût de l'investissement. Même s'il faut le noter, ce n'est pas le cas en France où les plus âgés ont toujours tendance à épargner (25% de leur revenu pour les plus de 70 ans). Aussi, les dépenses de personnes plus âgées vont en proportion plus importante vers le loisir ou bien les soins, des secteurs de service traditionnellement moins productifs. Mais l'on peut aussi penser, à l'inverse, que des perspectives plus incertaines sur les retraites inciteraient la population active à épargner plus, donnant une épargne plus abondante pour les investissements, qui seraient ainsi moins coûteux.

Ce n'est pas fini, les investissements changent de qualité avec la démographie. Le vieillissement nous rend plus conservateur : l'épargne des populations actives « seniors » tend à aller dans des investissements moins risqués donc moins innovants. Les populations vieillissantes préfèrent s'assurer d'un rendement peut-être moins élevé de leur épargne mais plus sûr. Les investissements dans les technologies innovantes, plus risqués par nature, sont alors moins importants, contribuant au ralentissement de l'innovation et donc de la productivité. A l'inverse, une population vieillissante peut naturellement investir plus dans les économies en rattrapage, porteuses de plus de croissance.

Enfin, le cadre institutionnel joue un rôle important. Lorsque le nombre d'emplois diminue et moins de personnes contribuent à la production, si la croissance du revenu du pays ralentit, elle pèse sur les recettes de contributions sociales. La fiscalité, alors nécessaire pour financer le système de sécurité sociale, retraites, soins de santé notamment, mais aussi dépendance (particulièrement en France où l'on épargne peu pour cela), devrait augmenter, privant ainsi l'économie productive de ressources qui seraient utilement investies dans l'économie et notamment la technologie. Cela d'autant plus lorsque le financement des retraites (et de la dépendance) relève largement de la prérogative de l'Etat et peu des fonds de pension privés. Au passage, plus le temps passé à la retraite ou en dépendance est long, plus grand est le risque d'une retraite qui ne couvre ni les dépenses du quotidien ni les soins de fin de vie. Il faudrait alors une épargne plus élevée et/ou des prélèvements sur salaire pendant la vie active plus importants afin d'éviter une perte de pouvoir d'achat des retraités.

Une population mondiale qui vieillit et fait moins d'enfants



SOURCES : ONU, DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES, DIVISION DE LA POPULATION

SIPA PRESS

Les différents canaux par lesquels le vieillissement démographique affecte la croissance sont donc plus compliqués que l'intuition - moins d'emplois, moins de croissance - ne le suggère.

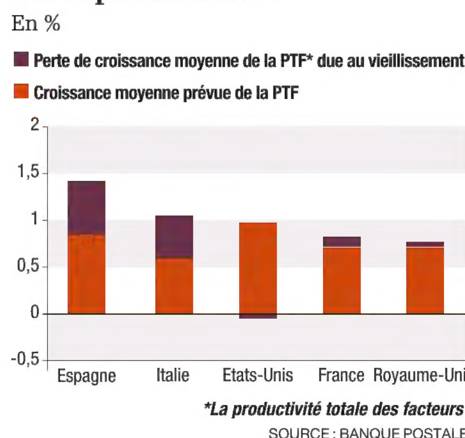
Technologie. En outre, il y a des arguments pour ne pas se résoudre au fatalisme d'une croissance moins élevée, de pression fiscale plus forte ou de dette croissante, à commencer par la technologie. Acemoglu et Restrepo, deux chercheurs respectivement au MIT et à l'université de Boston, comme Abeliansky et Prettner, ont montré qu'à l'inverse de nos intuitions la corrélation entre vieillissement démographique et croissance n'est pas inévitablement négative. L'explication se trouve dans la technologie et plus particulièrement dans les robots. La croissance du nombre d'heures « travaillées » par des robots, de même que leur efficacité, peut utilement enrayer les effets du vieillissement des populations sur la croissance.

Ces économistes montrent qu'il n'y a pas de corrélation entre l'évolution du PIB par tête et l'évolution de la structure démographique d'une cinquantaine de pays, et que la population croissante de robots joue un rôle crucial. En utilisant les données de la Fédération Internationale de Robotique, recensées sur 49 pays, Acemoglu et Repstro lient cette absence de corrélation entre croissance économique et démographie à l'évolution du nombre de robots (par million d'heures travaillées) depuis le début des années 90. Même en enlevant la Corée de l'échantillon (qui se distingue à la fois par l'ampleur de son vieillissement démographique et celle de l'utilisation de robots), ces résultats sont robustes.

Ce constat est intuitif : les robots remplacent des travailleurs manquants et rendent le travail plus productif. Nous craignons les avancées technologiques qui se substituent au travail. Mais si la population active diminue, les robots peuvent utilement effectuer des tâches, notamment pénibles, à la place de travailleurs manquants. Et c'est ce qu'ont fait depuis des décennies les pays qui vieillissent plus rapidement. Ainsi l'adoption des robots a été bien plus rapide en Corée (101 pour 1 000 employés en 2022), en Allemagne (41,5 pour 1 000 employés), au Japon (près de 40), trois pays à la démographie plus vieillissante, qu'aux Etats-Unis (un peu plus de 28,5) ou en France (18). En outre, l'adoption de robots se trouve principalement dans les activités industrielles de production qui manque de main-d'œuvre expérimentée sans être senior. Les robots permettent bien sûr de pallier ce manque de travailleurs, mais ils accroissent aussi la productivité. Ces chercheurs montrent que l'effet sur la productivité de l'utilisation de robots est plus important dans les entreprises qui emploient des travailleurs plus jeunes - ils sont plus aptes à se saisir des bénéfices de la technologie, et dans les secteurs qui se prêtent le plus à l'automation. Enfin, l'adoption de robots conduit les entreprises d'un pays à en produire et même en exporter. Dans ces industries, la productivité augmente.

Quel impact du vieillissement démographique sur la productivité ?

En %

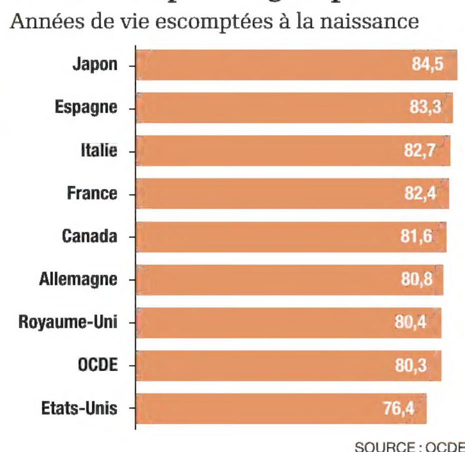


*La productivité totale des facteurs

SOURCE : BANQUE POSTALE

La France parmi les pays où l'on vit le plus longtemps

Années de vie escomptées à la naissance



SOURCE : OCDE

Retraites. Bien sûr, les robots ne sont pas la seule politique permettant de contrer les effets du vieillissement démographique sur la croissance. Les recettes de politique économique sont connues : plus de participation au marché du travail (le taux d'emploi est de 68,5% en France contre 70% pour la moyenne OCDE par exemple), chez les jeunes mais aussi en facilitant l'emploi pour les femmes (avec des horaires scolaires, et une culture au travail qui facilite la participation masculine à la vie familiale), et en travaillant plus longtemps. C'est un sujet qui fâche, mais force est de constater que les Français passent plus de temps à la retraite que les autres pays de l'OCDE : leur espérance de vie à la retraite est plus élevée qu'ailleurs (23,3 ans pour les hommes et 26,1 ans pour les femmes contre 18,4 et 22,8 respectivement en moyenne dans les pays de l'OCDE), c'est en grande partie que leur âge effectif de retraite est moins élevé (60,7 ans pour les hommes et 62,2 ans pour les femmes quand les Japonais partent en retraite à 68,3 et 67 ans respectivement, et la moyenne OCDE à 64,4 et 63,1). L'autre politique économique est de favoriser l'immigration, sujet politiquement difficile. Ainsi l'Allemagne perd 400 000 travailleurs par an avec le déclin démographique. En regard des tensions sur le sujet migratoire, il apparaît un peu illusoire que l'Allemagne, comme les autres pays de l'OCDE, compte sur un apport migratoire d'une importance telle qu'il enrayerait la baisse de sa population active.

C'est donc bien des gains de productivité et l'utilisation de technologie qui doivent nous permettre de maintenir la croissance nécessaire à notre modèle social.

Laurence Boone

Prochain épisode :
Mieux vieillir avec les robots et les IA

Résonances

La désignation de l'hôte de Matignon : 1953, année symbolique

EPISODE 11/23

Le journaliste François Bazin, auteur de livres politiques à succès, et l'historien Jean Lebrun, ancien producteur sur France Inter de « La marche de l'histoire », décryptent **la politique française post-dissolution à l'aune de précédents historiques**.

Jean Lebrun

C'EST L'APANAGE de l'Elysée que de choisir l'hôte de Matignon. Et ce n'est pas une partie de plaisir. Sous la IVe République encore moins qu'aujourd'hui.

Nous sommes en 1953. La guerre d'Indochine en est à sa septième année. Un des derniers actes du président du Conseil finissant, René Mayer, est d'y envoyer le général Navarre qui va créer là-bas une base opérationnelle sûre, croit-il, à Dien Bien Phu. Puis le gouvernement tombe. Vincent Auriol est à l'Elysée. Il a eu le tort de faire savoir qu'il ne se représenterait pas à la fin de l'année, sa position s'en trouve affaiblie. Pourtant il garde de la détermination. Il ne lui viendrait pas à l'idée que le Président soit un chef de majorité élu au suffrage universel. En revanche, il conçoit son rôle comme dépassant les intérêts particuliers des partis, à commencer par le sien, le Parti socialiste.

Equation. Auriol a « inventé » Antoine Pinay, l'installant à Matignon dès 1952. Le jeu des préférences personnelles n'avait pas prévalu : l'ancien ministre de 1936 n'avait pas hésité à choisir un ennemi du Front populaire devenu ensuite pétainiste. L'important, c'était qu'avec « sa tête d'électeur », Pinay ait rétabli la confiance dans les finances publiques. Mais un an plus tard, en mai 1953, l'élu de Saint-Chamond voit bien qu'il ne va pas résoudre l'équation. De plus, il souffre d'un lumbago. Il renonce.

Le président de la République se tourne vers Paul Reynaud. Il peut paraître âgé, mais son tout jeune fils le stimule, généralement. Le petit Serge pénètre dans son bureau : : « Papa, j'ai besoin de ton aide pour résoudre un problème. » Reynaud répond : « Le mien est encore plus difficile ». « Je vais poser la question de la révision de la Constitution, affirme-t-il, pour mettre fin à l'instabilité. » Mais on ne ferme pas un casino où chaque député peut espérer gagner un portefeuille à la roulette. Exit Paul Reynaud.

Pierre Mendès France entend, lui, défendre le primat de l'économie. Pas d'espérance politique si on n'investit pas dans l'avenir. Il lui manque une voix, mais il a redonné du sens aux mots : s'il n'est pas investi, il n'a pas pour autant perdu. Après avoir demandé en vain le secours du MRP Georges Bidault, Auriol, excédé, menace de démissionner. Il appelle le ministre de l'Education nationale, André Marie, qui se demande s'il ne faudrait pas faire un cabinet composé seulement d'anciens présidents du Conseil. Ou alors uniquement de jeunes ? Il n'ira pas au bout de sa réflexion.

> « On me reproche de ne rien dire mais si je parlais, ce serait pire »
> **Joseph Laniel**

Pour finir, Auriol fait venir celui à qui il n'a pas songé depuis le début de son septennat. Un industriel normand modéré, neutre à souhait, Joseph Laniel qui commente : « On me reproche de ne rien dire mais si je parlais, ce serait pire ». René Mayer qu'on aurait presque oublié dans ce maelstrom et qui continue son intérim à Matignon refuse d'en partir. Laniel forme son gouvernement dans un deux-pièces de la rue de Varenne et obtient l'investiture avec 398 voix.

Des pétitions circulent dans le pays, exigeant un bon coup de balai. C'était à prévoir. En revanche, les grèves qui éclatent à la fin de juillet sont d'une dimension inattendue : 4 millions de salariés concernés. La défaite de Dien Bien Phu étonnera ensuite un pays aveugle. En 1955, Laniel perdra toute sa fortune, jusqu'à sa collection de papillons.

Prochain épisode
La bordélisation du PC de l'hiver 1947



SIPA PRESS

Le 19 juin 1953, **les anciens présidents du Conseil et les chefs de groupe de l'Assemblée nationale** sont reçus à l'Elysée.

Mots de France. Mâchonner

TOURNER AUTOUR d'une idée, méthode présidentielle. Dès qu'il s'agit de trouver une solution à une situation inédite, Emmanuel Macron s'y met. Peser le pour et le contre. Evacuer une proposition, y revenir, l'amender. Prendre conseil ici, écouter là, tester une proposition ailleurs. « Le Président s'est remis à mâchonner », observe ses proches quand ça le reprend. Ça a commencé avec la crise des Gilets jaunes, ça a débouché sur le grand débat national. Quand il en a eu vraiment marre d'Elisabeth Borne, il a mâchonné un moment. Puis il a nommé Gabriel Attal à Matignon. Depuis la dissolution, ça mâchonne dur à l'Elysée. Qui nommer pour ranger le foutoir ? Il faut séduire la droite, attirer la gauche, convaincre les écologistes et conserver le centre tout en donnant l'impression de cohabiter. Souvent, quand Emmanuel Macron a fini de mâchonner, ça surprend.

Francois-Xavier Bourmaud
@fxbourmaud

Balance ton sport

Quand la politique mouille le maillot en Une de l'Opinion. Rétrospective.

Octobre 2018.
Emmanuel Macron tente une réforme des retraites universelle, basée sur un système de points. Inquiétudes…



KAK

Histoire des punchlines libérales Lionel Robbins et la propriété

La série de Bernard Quiriny



Et si on rouvrait nos classiques ? L'Opinion vous propose cet été vingt-trois citations clefs de la littérature libérale, pour briller en société et mieux comprendre le libéralisme. *Episode 11*

S'il fallait résumer le libéralisme en trois thèmes, ce serait : liberté individuelle, limitation de l'Etat, propriété privée. Surtout propriété privée. « Le premier devoir d'une philosophie vraiment libérale, note Jules Simon, est de maintenir le principe de la propriété dans toute sa force et dans toute son étendue, et au besoin, de le défendre. »

Beaucoup de penseurs et philosophes libéraux font de la propriété un droit naturel : à partir du moment où vous l'avez acquise par votre travail, par héritage, ou par toute voie légale, nul n'a le droit de vous en priver, pas même l'Etat. C'est la lignée des libéraux classiques, qui va de Locke à Bastiat et aux libertariens.

L'autre lignée voit la propriété comme une fonction sociale, profitable à la collectivité : la propriété, écrit Jean-Baptiste Say, n'est-elle pas « le plus puissant des encouragements à la multiplication des richesses » ? Sans elle, personne ne se donnerait la peine de produire ; et alors, dit Thiers, « le monde resterait barbare ». Aussi tout le monde a-t-il intérêt à la propriété, les propriétaires en premier lieu, mais également les autres, qui accèdent grâce à la propriété d'autrui à des richesses qui sinon n'existeraient pas.

Garantie. Il y a chez les libéraux un troisième argument pour la propriété privée : le fait que les biens de ce monde ne soient pas concentrés dans les mains de l'Etat, mais répartis dans les mains d'une multitude de propriétaires privés, donne à tous l'assurance d'être libre. Comme dit l'économiste Lionel Robbins, **« il n'y a pas de garantie plus sûre de l'indépendance personnelle que l'institution de la propriété privée »**.

Le fait par exemple que les journaux ou les chaînes de télévision appartiennent à divers propriétaires privés est une garantie de la liberté d'expression : mes papiers refusés par l'un seront peut-être acceptés par l'autre. Qu'en serait-il si la propriété privée était abolie, et que tous les journaux étaient réunis dans les mains de la collectivité, c'est-à-dire de l'Etat ?

La propriété privée nous évite d'être dépendants d'un fournisseur unique, qui aurait tout pouvoir sur nous ; elle nous évite aussi d'être dépendants d'un employeur unique, qui aurait quasiment droit de vie ou de mort !

Notre liberté, conclut Mises, résulte de la concurrence des propriétaires, c'est-à-dire du droit de propriété privée lui-même. « Le travailleur ne dépend pas du bon plaisir d'un employeur. Si son employeur le renvoie, il en trouve un autre. Le consommateur n'est pas à la merci du marchand. Il peut, s'il le veut, porter ailleurs sa clientèle. Personne ne doit baiser la main d'autres gens ou craindre leur défaveur. »

Un argument que les libéraux ont toujours opposé aux projets socialistes de transformer la propriété privée en propriété collective, c'est-à-dire en monopole.

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb. **Publicité commerciale :** Ronan Daligault, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION :** 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION :** Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier